

# Une réhospitalisation et des interrogations

**Une dépêche de l'agence Algérie Presse Service de mardi dernier relayant un communiqué de la présidence annonçait l'hospitalisation au Val-de-Grâce (Paris) du Président Bouteflika depuis la veille. L'information ainsi donnée, et dans un ton qui, volontairement serein et banal, se voulait convaincre. Ça n'a pas été le cas. L'heure d'émission de cette dépêche, comme son contenu, interrogent. Le peuple algérien est-il si naïf qu'on peut lui faire croire ce que l'on veut ? Et que veut-on lui faire croire aujourd'hui ?**

Avant de s'en tenir au texte de la présidence, relayé par l'APS, il est utile de s'attarder sur le moment de la diffusion de cette information. 15h35mn le mardi 14 janvier. Autrement dit, une dépêche arrivant 24 heures après l'hospitalisation de Bouteflika au Val-de-Grâce. Qu'est-ce qui a empêché ceux qui ont finalement décidé d'informer, de le faire la veille dans le pire des cas et dans le meilleur (on peut rêver !) beaucoup plus tôt, puisqu'il s'agirait d'un contrôle programmé depuis juin.

Une première réponse s'impose : deux jours durant Alger bruissait d'informations sur la dégradation très sérieuse de l'état de santé du Président, il en fut même qui ont annoncé son décès. Il fallait donc calmer les rumeurs.

L'autre explication qui n'en est pas moins décisive est la révélation par un site électronique, Algérie Express, pour être précis, deux heures et demie plus tôt que l'APS, de

cette subite hospitalisation. Si ces deux éléments – rumeurs sur la dégradation de la santé de Bouteflika d'une part et d'autre part l'information inattendue donnée par Algérie Express n'avaient pas eu lieu, la présidence aurait-elle communiqué ? Rien n'est moins sûr. C'est contraint et forcé que l'on a communiqué sur cette hospitalisation.

Quant au contenu du texte de la présidence, il laisse pantois : «Pour parachever son bilan de santé, initié à Alger, et dans le cadre d'une visite médicale routinière de contrôle arrêtée et programmée depuis le mois de juin 2013, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, séjourne à l'hôpital Val-de-Grâce, depuis lundi 13 janvier 2014 et ce, jusqu'au vendredi 17 janvier 2014.

Aucune procédure d'urgence n'a dicté ce déplacement prévu et arrêté depuis son séjour à l'institution natio-



Photo : Newpress

nale française des Invalides à Paris. L'état général du président de la République s'améliore sûrement et de façon progressive».

C'est un communiqué qui réunit en quelques phrases tous les travers d'une communication politique non réfléchie, faite sous la contrainte, sous la pression et considérant le récepteur comme un entonnoir prêt à admettre sans sourciller toutes les sornettes.

Tout citoyen peut légitimement se demander comment cette visite médicale «routinière de contrôle» fixée depuis sa dernière hospitalisation n'a fait l'objet d'aucune information préalable alors qu'elle aurait été programmée depuis juin dernier. Là est la première question. La deuxième lui est directement liée, elle est son corollaire.

Puisqu'il s'agit de contrôle de routine, pourquoi les

médecins du Val-de-Grâce qui le suivent ici depuis son retour en Algérie ne font-ils pas ce contrôle alors que des moyens colossaux ont été dépêchés dans le pays pour son suivi ? Par ailleurs, comment se fait-il que l'on ait maintenu ces dates de contrôle, sachant que le Président s'apprêtait, officiellement selon l'APS, à convoquer ce jeudi ou vendredi, le corps électoral ? Nul n'ignore qu'un rendez-vous médical de routine peut, avec la même routine, être avancé ou retardé. Si la première partie du communiqué est truffée de ces contre-vérités, l'on reste cependant dubitatif sur la qualification de l'état de santé du Président déclinée dans la fin du texte : «l'Etat général du président de la République s'améliore sûrement et de façon progressive.» L'on y reconnaît enfin que le Président est loin d'être guéri,

il a fait des progrès et devra continuer à en faire, nous suggère-t-on.

Dans une autre dépêche émise le même jour par l'APS et relative à la convocation du corps électoral, il est annoncé que cette convocation se fera par le Président le 16 ou le 17 janvier, ajoutant toutefois «sauf cas de force majeure».

Bien étrange que ce rajout. En fait, ne s'agit-il pas pour les émetteurs de cette information, d'une précaution bien utile, sachant l'état de santé réel du Président qui peut l'empêcher d'être au rendez-vous ?

Tous ces couacs en une journée, dénotent une précipitation et un affolement de ceux qui ont communiqué. Une communication qui ne procède d'aucune démarche cohérente ni d'aucun désir de transparence encore moins d'une conviction qu'à l'heure de l'internet, tout peut être divulgué sans qu'aucun pouvoir ne puisse arrêter la machine. Une communication truffée de dissimulations et par conséquent loin de pouvoir gérer une situation de crise et encore moins de l'anticiper.

Une communication qui fait fi de l'intelligence des citoyens et qui méprise superbement le peuple

**Khedidja Baba-Ahmed**

## Quand Bouteflika prend de court ses partisans

Entre les prières d'Abdelmalek Sellal à Ghardaïa et l'hospitalisation du Président Bouteflika depuis lundi à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris, les Algériens ne savent plus à quel saint se vouer. «Aucune procédure d'urgence n'a dicté ce déplacement prévu et arrêté depuis son séjour» à l'hôpital des Invalides, précise le communiqué officiel qui annonce le retour du chef de l'Etat le 17 janvier.

Intervenant à quelques jours de la convocation du corps électoral prévue ce jeudi et donc à trois mois avant l'élection présidentielle prévue en avril, cette hospitalisation, même si c'est pour un examen de routine, donne déjà lieu à de nombreuses interrogations et doutes en raison des incertitudes qu'elle suscite au sein d'une opinion publique qui est loin d'être dupe.

Car il s'agit de l'état de santé d'un Président en fin de mandat, concentrant tous les pouvoirs et où, en raison de la révision constitutionnelle de 2008, le Premier

ministre ne disposant d'aucune autonomie, ne peut prendre les décisions qui peuvent s'imposer.

A vrai dire, cette hospitalisation volontairement minimisée par le communiqué de l'APS a certainement pris de court le secrétaire général du FLN Amar Saâdani, qui s'est défoncé comme pas un, la semaine dernière, en faveur du quatrième mandat, mais aussi tous ceux qui se sont aventurés imprudemment sur ce terrain.

A ceux qui en doutaient encore, Saâdani a rappelé avec force dimanche dernier que le FLN n'a pas d'autre candidat qu'Abdelaziz Bouteflika et que «l'armée ne doit plus se mêler des affaires civiles» ! Lui emboîtant le pas avec empressement – on ne sait jamais – Amar Ghoul, ministre des Transports, mais néanmoins chef du TAJ (islamiste), qui a appelé à ce qu'Ennayer soit jour férié, que la future gare routière de Tizi-Ouzou porte le nom de «Gare Yennayer» – une promesse qui ne coûte rien – a égale-

ment mis du sien. «Le candidat du TAJ est Bouteflika», a-t-il assuré ! Dans tout ce brouhaha politique, il est peu question de l'Algérie, des problèmes arrivés à maturité (résorber le chômage et la pauvreté), des menaces aux frontières du pays, de la corruption ayant atteint un niveau jamais égalé.

Ni Amar Saâdani ni ceux qui l'ont précédé à la tête du FLN (et encore moins le RND) ne parlent d'investissements productifs, de lutte anti-corruption, de la gestion et de l'utilisation de cette manne financière (près de 200 milliards de dollars de réserves de change) pour relancer la machine économique quand on sait qu'ils sont près de 300 000 jeunes arrivant sur le marché du travail chaque année et que le marché informel qui, jusque-là, absorbait une partie de ces jeunes, faisant fonction de soupape sociale de sécurité, voire une fonction de régulation sociale, est aujourd'hui saturé.

L'import, car il n'y a pas d'export, accaparé par une

poignée d'affairistes, qui emploie plus d'une centaine de milliers de petites mains, ne peut en employer davantage.

Car tout a une limite, même l'informel ! Quant aux 200 milliards de dollars de réserves de change, ils servent malheureusement à financer la relance économique des pays riches, Etats-Unis en tête, sous forme d'achat de bons de trésor US. Selon la BCA, les achats de bons du trésor US et autres titres achetés en Europe, ont rapporté autour de cinq milliards de dollars.

Mais, sans aucun impact en termes de création d'emplois en Algérie ! Pour aller vite, les finances du pays sont dépendantes du prix du baril de pétrole mais aussi, dans une certaine mesure, des placements effectués sur les marchés financiers US et européen ! Pour finir, même si ces placements – on ne peut douter de la bonne foi de nos banquiers – sont sûrs et rapportent, ils ne remplaceront pas des politiques de développement créatrices



**Par Hassane Zerrouky**

d'emplois durables. Mais de cela, de cette réalité-là, comme celle de la refondation de l'Etat dans une optique moderniste et démocratique respectueuse des droits humains, auxquelles on ne peut échapper éternellement, il n'en est nullement question dans cette agitation politico-suréaliste à laquelle on assiste.

Pourtant, il faudra bien qu'un jour ou l'autre, on ouvre ce chantier et qu'on ne laisse plus l'avenir du pays entre les seules mains des seuls politiques (toujours les mêmes) issus d'un système politique désormais en fin de course.

**H. Z.**